

Le choix et la qualité dans le domaine de la santé ne doivent pas être compromis!

Berne, le 26 novembre 2013

Communiqué

Le choix et la qualité dans le domaine de la santé ne doivent pas être compromis!

Caisse unique: un NON ferme et unanime du groupe parlementaire PLR

Le groupe parlementaire libéral-radical s'est prononcé à l'unanimité contre l'initiative de la caisse unique aujourd'hui. L'introduction d'une caisse unique mettrait en péril notre système de santé actuel, qui contient de nombreux avantages, et cela au détriment des patients et des assurés. Avec un monopole sous forme de caisse étatique, c'est la fin de la maîtrise des coûts de la santé. Sans oublier la fin de la liberté de choix, des coûts se comptant en milliards pour le changement de système et une mise en péril de la qualité.

L'initiative populaire „pour une caisse publique d'assurance-maladie" veut centraliser l'assurance de base obligatoire dans une caisse maladie étatique, au lieu d'avoir diverses institutions. C'est une histoire sans fin ! Pourtant, le message du peuple semble clair. Les projets de caisse unique ont déjà été largement refusés en 1994, 2003 et 2007. A chaque reprise, le PLR s'est prononcé totalement contre.

Si cet objet est traité déjà maintenant au parlement et comme prévu à l'origine, sans contre-projet indirect du Conseil fédéral, c'est grâce à l'action d'une alliance de droite emmenée par le PLR. Il a fait le nécessaire auprès des autres groupes pour déposer diverses motions exigeant un traitement rapide et sans contre-projet ([12.4164](#), [12.4123](#), [12.4277](#), [12.4157](#), [12.4207](#)).

Le PLR défend la compétitivité entre les prestataires

Lors de sa séance d'aujourd'hui, le groupe parlementaire PLR a rejeté l'initiative de la caisse unique à l'unanimité qui sera soumise au peuple. Avec une caisse étatique, la liberté de choix serait abolie, l'assuré deviendrait quémendeur et se retrouverait livré à un prestataire unique. L'exemple de la Grande-Bretagne prouve que les déficiences du système de santé étatique se répercutent par des économies faites sur le dos des patients et des prestations.

Le système de santé suisse est de très bonne qualité en comparaison internationale : il offre un accès illimité aux prestations médicales pour les patients accompagné d'une qualité élevée pour tous les assurés, cela pratiquement sans aucun délai d'attente et dans un système qui n'est pas endetté. Une caisse unique remet tous ces éléments en jeu. Le PLR souhaite que le Conseil des Etats face preuve de rationalité et refuse clairement cette initiative.

Pas de loi sur la surveillance séparée de la LAMal

Le choix et la qualité dans le domaine de la santé ne doivent pas être compromis!

Plutôt que de mettre le système actuel sans dessus-dessous, il faut appliquer des mesures ciblées indispensables. Pour cette raison, le PLR soutient une surveillance renforcée et effectuée de manière compétente des assurances-maladie afin que les primes payées reflètent véritablement les coûts effectifs de la santé. Cette surveillance doit être introduite directement dans la loi sur l'assurance-maladie.

Pour le PLR, le projet du Conseil fédéral doit être revu. La demande est la suivante : une meilleure protection des payeurs de prime doit être inscrite directement dans l'actuelle loi sur l'assurance maladie. Ainsi, ce serait un gain de concurrence entre les assurances-maladie et une amélioration de notre système de santé – **par amour de la Suisse.**

documents:

› [communiqué du 13 decembre 2012](#)

› [communiqué du 20 mars 2013](#)

Contacts:

- › Gabi Huber, cheffe du groupe parlementaire, 076 331 86 88
- › Ignazio Cassis, vice-président du groupe parlementaire, 079 318 20 30
- › Isabelle Moret, vice-présidente du parti, 079 332 08 23
- › Felix Gutzwiller, conseiller aux Etats, 079 419 32 55
- › Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10
- › Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48